

La casse du Code du travail, le Projet de Loi de Finance (Fonction publique) et le Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale nuisent à la santé !



Les orientations du nouveau gouvernement, qui a pris ses fonctions dans un contexte de prise de pouvoir massive sur le Parlement des députés du parti du président de la République, laissent peu de place à l'espoir d'un renouveau politique dans un contexte d'état d'urgence permanent.

La personnalisation à l'américaine de la parole présidentielle envers les élus de la nation et la volonté de passer en force sur le Code du travail en légiférant par ordonnances laissent entrevoir le peu de cas fait de la démocratie et des pseudos consultations des organisations syndicales.

Les futures décisions politiques et budgétaires seront calquées sur ce mode de fonctionnement où l'état d'urgence perpétuel est inscrit dans la loi courante et la volonté du Président élu le seul credo de députés massivement majoritaires à l'Assemblée nationale.

Le dialogue social n'est pas à l'ordre du jour et le passage en force devient, à l'image du gouvernement précédent, la règle.

C'est dans ce contexte que depuis plusieurs années des politiques régressives en matière de services publics se veulent permettre d'atteindre des normes de compétitivité et de rentabilité à hauteur du secteur privé lucratif.

L'égalité devant le service public (principe à valeur constitutionnelle) est l'application du principe général d'égalité de tous devant la loi.

Les missions sont mises à mal et la réponse aux besoins de la population n'est pas l'élément moteur de décisions politiques axées uniquement sur la rentabilité. L'éloignement constant des services publics des lieux de vie est l'élément révélateur d'une volonté affirmée de réduire les coûts et donc les services rendus à la population.

Pour les salarié.e.s et les agent.e.s, les restrictions budgétaires entraînent suppressions de postes, gel des salaires, fusions, mutualisations, fermetures d'établissements...

Ces restrictions dégradent fortement les conditions de travail des personnel-le-s et agent.e.s (augmentation des Risques Psycho-Sociaux, des maladies professionnelles, des Accidents du Travail, des invalidités...). La réduction des dépenses reste la seule solution imposée par les gouvernements successifs qui va s'amplifier encore dans le Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale 2018 (PLFSS 2018) qui sera proposé au Parlement en octobre 2017.

Ce sont à nouveau des mesures d'austérité qui seront appliquées pour imposer une remise à l'équilibre des comptes de la Sécu, alors qu'en même temps le gouvernement veut faire croire à une augmentation de pouvoir d'achat par la suppression des cotisations salariales sur les salaires et traitements. Le coût en sera supporté par la population, par la nécessité de trouver des solutions dans le privé lucratif pour suppléer à la disparition des services publics. Cette perte de



**Toutes et tous dans la rue
à partir du 12 septembre 2017
dans les manifestations
et les actions organisées par la CGT.**



financement de la Sécu se concrétisera aussi par un report des coûts sur des assurances privées et bien sûr par la fermeture d'établissements hospitaliers.

L'austérité pour favoriser le transfert de l'activité du service public vers le secteur privé (pourtant plus cher et moins efficace) est une vieille recette que nous sert le Premier ministre sous couvert de récupérer quelques euros.

Le PLFSS 2018 et la Loi de Finance (LF 2018) sont les outils de la casse du service public.

En même temps, les attaques contre le code du Travail et plus largement le statut général de la Fonction publique servent la volonté de réduire le coût du travail et de précariser davantage les agent.e.s et salarié.e.s pour faire taire toute velléité de faire valoir leurs droits.

Refuser l'augmentation du point d'indice et rétablir le jour de carence dans la fonction publique ne fait qu'aggraver la situation d'agent.e.s stigmatisé.e.s parce que fonctionnaires et maltraité.e.s.

LA CGT REVENDIQUE :

➔ C'est par la mobilisation contre le PLFSS 2018, la LF 2018 et contre la loi Travail renforcée que nous ferons bouger les lignes. C'est par l'intervention des agent.e.s et des salarié.e.s que nous empêcherons le gouvernement d'appliquer sa politique d'austérité !



- ▶ **Des augmentations urgentes des salaires, en particulier par la revalorisation des points d'indice ;**
- ▶ **Une réelle égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;**
- ▶ **Des créations d'emplois statutaires pour l'accomplissement des missions publiques, l'amélioration des conditions de travail, la résorption de la précarité ;**
- ▶ **Le renforcement du Statut Général et des statuts particuliers, par la primauté des concours, des corps et la revalorisation des carrières, le maintien des conventions collectives et de la hiérarchie des normes ;**
- ▶ **L'amélioration des droits à la retraite axée sur le code des pensions civiles et militaires ;**
- ▶ **La reconnaissance de la manière de rendre le service public dans le déroulement de carrière et, par voie de conséquence, la fin de toute forme de salaire au mérite ;**
- ▶ **De nouveaux droits sociaux pour les retraité.e.s et pour les plus fragiles (dépendance) ;**
- ▶ **La sortie des politiques d'austérité et l'octroi des moyens de financement nécessaires.**

**Mobilisons-nous massivement
à partir du 12 Septembre 2017
dans les manifestations
et les actions organisées par la CGT !**